



Syndicat Départemental de L'Electricité et du  
Gaz des Alpes Maritimes

# RAPPORT D'ACTIVITES DU SDEG 06

## 2021

# SOMMAIRE

<b>I. La distribution publique de gaz</b>	<b>3</b>
<b>II. La distribution publique d'électricité</b>	<b>6</b>
1. Le SDEG Autorité organisatrice de la distribution d'électricité	6
2. La concession ENEDIS et EDF pour le service public de la distribution d'électricité et la fourniture aux tarifs réglementés de ventes	7
<b>III. Les missions liées à l'éclairage public</b>	<b>12</b>
<b>IV. Le bilan financier des opérations réalisées en 2021</b>	<b>13</b>
<b>V. Les temps forts</b>	<b>15</b>
1. La conférence départementale sur le bilan des réalisations et l'élaboration du programme prévisionnel d'investissements sur les réseaux de distribution d'électricité	15
2. La conférence départementale relative aux données d'Inventaire 2021 pour le Compte d'Affectation Spécial « Financement des aides aux Collectivités Territoriales pour l'Electrification Rurale	15
<b>VI. L'exécution budgétaire</b>	<b>17</b>
<b>VII. L'intégration des compétences du SDEG 06 au SICTIAM</b>	<b>18</b>



Le SDEG, du fait du transfert de ses compétences au SICTIAM au 1<sup>er</sup> janvier 2022, a été dissous à compter de cette même date. Toutefois il n'est pas exonéré pour autant de produire son rapport d'activités. L'ensemble des activités retracées dans ce rapport sont désormais exercées par le SICTIAM.

## I. La distribution publique de gaz

La compétence du SDEG s'exerce dans le cadre d'une concession pour le service public de distribution du gaz et concerne 6 communes du département des Alpes-Maritimes. Le territoire de la concession couvre pour un total de 1 195 clients, 65,35 km de réseaux de distribution. La concession a été attribuée en 2004 et a une durée de 30 ans, soit jusqu'en 2034.

### 1. Le réseau de distribution de gaz

L'acheminement du gaz depuis le réseau de transport jusqu'au consommateur final s'effectue par le **réseau de distribution** et le **patrimoine concédé**, constitué des principaux éléments suivants : les postes de détente réseau ou client permettant de baisser la pression du gaz naturel jusqu'à un niveau compatible avec l'utilisation des différentes clientèles (industriels, professionnels, habitat), les canalisations assurant l'alimentation des postes de détente jusqu'aux branchements reliés à l'installation privative du client final. Les conduites montantes, dans un immeuble, alimentent les branchements individuels situés aux différents niveaux.



## 2. Les chiffres de 2021

### Principaux chiffres en 2021

Quantité acheminée	28 GWh
Recettes acheminement et hors acheminement	417 K€
Investissement réalisé	123 K€
Longueur de réseau développé	124 m
Redevance R1	11 K€
Nouvelles mises en service client	2
Nombre de réclamations	30

96% de ce réseau est constitué de Moyenne Pression type B (MPB, pression  $\geq 0,4$  bar).

La valeur nette réévaluée du patrimoine de la concession est établie à 4,2 millions d'euros.

La valeur nette réévaluée de la part des biens financés par le concessionnaire représente les charges liées aux investissements (remboursement économique et coût du financement) que les clients auront encore à payer à travers la part acheminement de leur facture.

Ainsi, il s'agit de montrer la valeur du patrimoine de la concession qui reste encore à rembourser par les clients via le tarif de distribution (ATRD).

Conformément au système de régulation de la distribution du gaz défini par la CRE, le remboursement et la rémunération des investissements financés par GRDF s'effectuent via une annuité constituée de l'amortissement sur la durée de vie économique des biens réévalué et un taux réel avant impôt appliqué à la valeur nette réévaluée des financements du distributeur (BAR : Base d'Actifs Régulés).

Il s'agit donc d'une donnée financière utile et porteuse de sens à l'échelle de la concession.

Valorisation du patrimoine (en euros)	VNR Début d'année 2021	VNR fin d'année 2021	Remboursement Eco. Réévalué. 2021	Coût de Financement 2021	Charges d'Invest. 2021
<b>TOTAL</b>	<b>4 291 263</b>	<b>4 198 782</b>	<b>216 211</b>	<b>179 401</b>	<b>395 612</b>
OUVRAGES RÉSEAU ET BRANCHEMENTS	4 160 523	4 002 329	189 487	171 216	360 704
OUVRAGES INTERFACES UTILISATEURS	41 394	104 843	7 703	3970	11 670
BIENS MUTUALISES	89 347	91 610	19 024	4 1214	23 237

***Le remboursement économique réévalué :***

- Année 1 : valeur initiale financée par GRDF / durée du remboursement des ouvrages (45 ans)
- Année N : valeur nette réévaluée de l'année N-1 / nombre d'années de remboursement restant
- Le calcul de la valeur nette réévaluée en fin d'exercice tient compte du coefficient d'inflation cumulé depuis la mise en service de l'ouvrage
- Le calcul annuel de financement tient compte du taux de rémunération du capital réel avant impôts et fixé par la CRE, Commission de Régulation de l'Energie.
- Coût de financement fixé à 5 %

***La redevance de fonctionnement R1*** est destinée à financer les dépenses annuelles de structure liées à l'accomplissement des missions de contrôle, de conseil et de coordination des travaux : 10 756 € en 2021.

## II. La distribution publique d'électricité

### 1. Le SDEG Autorité organisatrice de la distribution d'électricité

Le SDEG est l'autorité organisatrice du service public de distribution d'électricité sur le territoire de la concession qui couvre 113 communes du département des Alpes-Maritimes, 87 communes au régime rural d'électrification et 26 communes urbaines.



Ses missions principales concernent :

- L'extension, sécurisation et renforcement des réseaux publics de distribution d'électricité en zones rurales
- L'extension des réseaux publics de distribution d'électricité pour raccordement en zones rurales
- La dissimulation des réseaux sur le territoire de la concession

En tant qu'autorité concédante, le SDEG organise le service public de distribution de l'électricité et s'occupe de la mise en œuvre des dispositions locales.

Le SDEG programme et coordonne la réalisation des travaux d'extension, de renforcement et de dissimulation des réseaux électriques sur le territoire de la concession.

Au cours de l'année 2021, 77 chantiers sur les réseaux de distribution d'électricité ont été réalisés :

- 43 extensions de réseaux pour raccordement
- 6 opérations d'amélioration esthétique des réseaux urbains et ruraux,
- 16 opérations de renforcement des ouvrages ruraux
- 3 opérations d'extension de réseaux de distribution en zone rurale
- 9 ouvrages de réfection et réalimentation du réseau sur le territoire de la Régie de Roquebillière.

**Au titre de la maîtrise d'ouvrage déléguée**, sur le territoire de la **Régie d'Electricité de ROQUEBILLIERE** et suite aux dégâts causés par la tempête Alex, le Syndicat a participé aux travaux de reconstruction du réseau de distribution d'électricité.

La situation de représentation - substitution de la Métropole Nice Côte d'Azur au titre de la compétence « distribution d'électricité » a pris fin le 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Ainsi, pour les chantiers en cours sur les communes métropolitaines, une convention tripartite entre la Métropole Nice Côte d'Azur, ENEDIS et le Syndicat, fixe les modalités transitoires de gestion des travaux sur le territoire des communes membres de la METROPOLE.

Au titre de cette convention transitoire, la dernière opération d'enfouissement de réseaux au Quartier Sainte Claire sur la commune de LEVENS, a été réceptionnée.

## 2. La concession ENEDIS et EDF pour le service public de la distribution d'électricité et la fourniture aux tarifs réglementés de ventes

Le territoire de la concession couvre 113 communes du Département pour un total de 379 508 clients et 8 115 km de réseaux publics de distribution :

source CRAC ENEDIS 2021

	aérien torsadé	souterrain	aérien nu	Total en Km
Réseau HTA (20 000 V)	22,23	2 109,01	910,64	3041,88
Réseau BT	2 326,9	2 715,59	118,54	5 161,04
Postes HTA/BT				4 606

Ouvrages concédés en k€	valeur brute comptable	valeur nette comptable	valeur brute comptable	valeur nette comptable
	2021	2021	2020	2020
Canalisations HTA/BT	449 760	232 022	433 119	224 478
Postes HTA/BT et transformateurs	99 751	68 777	96 945	30 903
Branchements	130 458	81 461	110 635	67 199
Comptages	30 659	26 599	28 492	25 913
<i>dont compteurs Linky</i>	29 523	25 796	27 397	25 100
Comptages non localisés	12 754	2 183	12 654	2 424
Autres biens	6 153	3 552	1 703	572
<b>Total</b>	<b>729 536</b>	<b>376 791</b>	<b>683 548</b>	<b>351 489</b>

La valeur brute correspond à la valeur d'origine des ouvrages, évaluée à leur coût de production.

La valeur nette comptable correspond à la valeur brute diminuée des amortissements industriels, pratiqués selon le mode linéaire sur la durée d'utilité des ouvrages. Les principales durées d'utilité estimées par Enedis sont les suivantes :

- canalisations HTA et BT : 40 à 50 ans (50 ans pour la BT aérienne torsadée)
- postes HTA / BT et transformateurs : 30 ans à 40 ans (pour transfo HTA/BT)
- branchements : 40 ans
- dispositifs de comptage : 20 à 30 ans

### Les droits sur les ouvrages existants

Les droits sur les ouvrages existants comprennent :

- la contre-valeur des biens qui correspond à la valeur nette comptable des ouvrages concédés et matérialise l'obligation de retour des ouvrages au concédant.
- le financement du concessionnaire non amorti (valeur nette comptable des financements Enedis) : il correspond à la part non amortie des apports nets d'Enedis, diminués des montants de provision pour renouvellement et d'amortissement du concédant affectés en droits du concédant lors des renouvellements et alors considérés comme des financements du concédant.

Les droits sur les ouvrages à renouveler correspondent à l'amortissement du financement du concédant des biens pour lesquels Enedis est maître d'ouvrage du renouvellement. Le financement du concédant est défini comme les apports externes nets des concédants et des tiers. Ce montant est complété des montants de provision pour renouvellement et d'amortissement du financement du concédant affectés en financement du concédant lors des renouvellements. Pendant la durée de la concession, les droits du concédant sur les biens à renouveler se transforment donc, au remplacement effectif du bien, en droit du concédant sur les biens existants.

Droits sur les ouvrages existants en k€	2021	2020	2019
contre-valeur des biens concédés	376 791	371 268	346 664
Valeur nette comptable des financements Enedis	236 897	224 554	212 407

Droits sur les ouvrages futurs en k€	2021	2020	2019
Amortissement du financement du concédant	126 256	120 763	115 688

Provision pour renouvellement en k€	2021	2020	2019
Provision	72 046	73 630	76 660



### Les clients raccordés au réseau, la consommation et les recettes d'acheminement

source CRAC ENEDIS 2021	2021	2020	2019
nombre de clients (sites) pour toute la concession	384 306	379 508	376 032
<i>dont clients aux tarifs réglementés</i>	<i>252 358</i>	<i>290 702</i>	<i>278 560</i>
<i>dont clients hors tarifs réglementés</i>	<i>131 948</i>	<i>88 806</i>	<i>97 472</i>
Energie acheminée en GWh	3 111	2 954	3 124
Recettes d'acheminement en M€	139,35	127,48	130,44

En tant qu'autorité concédante et collectivité organisatrice de la distribution d'énergie électrique, le Syndicat a en charge les missions de contrôle de concessions.

Un cadre réglementaire, fixé par Décret, permet de faire respecter des niveaux planchers de qualité en fonction du pourcentage d'utilisateurs mal alimentés, de la tenue de tension et de la continuité d'alimentation (critère B) liée aux « coupures » dites longues si cette interruption d'alimentation est supérieure à 3 minutes.

- Les critères pris en compte pour mesurer la qualité de la tension sont les suivants :
  - o La tenue de la tension : mesurée sur la base d'une moyenne sur 10 minutes ; le niveau de tension ne doit pas s'éloigner de plus ou moins 10 % de sa valeur de référence (230 volts en monophasé, 400 volts en triphasé et 20 000 volts pour la moyenne tension HTA des réseaux de distribution). Au-delà de ce seuil, les clients sont dits « mal alimentés » (CMA)
  - o Les coupures d'alimentation : leur nombre dans l'année ne doit pas excéder les seuils fixés,
  - o La durée cumulée annuelle des coupures longues.
- En respect du seuil réglementaire pour la tenue globale de tension, le pourcentage d'utilisateurs mal alimentés ne doit pas excéder 3 %.

Pour l'année **2021**, l'analyse de la **tenue globale de tension** sur le territoire de la concession, établie par le concessionnaire Enedis, fait état de **1,2 % de clients dits « mal alimentés »**, résultats relativement satisfaisants au regard du seuil réglementaire fixé à 3 % (1.4 % en 2020).

### Les départs en contrainte de tension

Un départ BT est en contrainte de tension lorsqu'il comporte au moins un client pour lequel le niveau de tension à son point de livraison sort de la plage de variation admise par rapport à la tension nominale (+10% ou -10%).

Le tableau ci-dessous présente le taux de départs BT de la concession en contrainte de tension ainsi que le taux de départs HTA desservant la concession pour lesquels il existe au moins un point de livraison HTA (poste HTA/BT ou client HTA) pour lequel la chute de tension est supérieure à 5% de sa tension contractuelle.

	2021	2020	2019	2018
Nombre de départs présentant une chute de tension				
départ BT > 10%	1.8%	2,20%	2%	2,60%
départ HTA > 5%	1.4%	0,50%	0,90%	0,90%
Nombre de clients mal alimentés :	4 603	5 241	5 052	5 747
<i>Soit</i>	<i>1,2%</i>	<i>1,4%</i>	<i>1,3%</i>	<i>1,6%</i>

La **qualité de la continuité de fourniture** sur le territoire de la concession est notamment évaluée à partir d'un indicateur que le concessionnaire suit dans le temps : le **critère B**.

Cet indicateur mesure le temps, exprimé en minutes, pendant lequel un client alimenté en basse tension est en moyenne privé d'électricité, quelle que soit la cause de l'interruption de fourniture (travaux ou incident fortuit sur le réseau, incident en amont du réseau de distribution).

Durée moyenne totale annuelle de coupure

Temps exprimé en minutes	Durée moyenne totale annuelle de coupure			
	2021	2020	2019	2018
<b>Critère B HIX Concession</b>				
Temps de coupure hors événements exceptionnels	42,7	58,7	59,2	76,3
<b>Critère B Concession</b>				
Temps de coupure toutes causes confondues	43,4	132,4 (tempête Alex)	83,8	80,8
<b>La continuité de fourniture</b>	2021	2020	2019	2018
Incidents origine RTE (réseau Transport)	1,7	0,2	1,1	11,7
Incidents sur le réseau DP	26,8	44,9	45,8	56,5
Travaux sur le réseau DP	14,2	13,5	12	8,1

### La redevance de fonctionnement R1

Destinée à financer les dépenses annuelles de structure liées à l'accomplissement des missions de contrôle, de conseil et de coordination des travaux.

A ce titre pour 2021, la somme versée par ENEDIS s'élève à : 364 635 €

(en 2020 : 362 932 €, soit + 0.5 %)

## *La redevance d'investissement R2*

*Destinée à financer certaines dépenses d'investissements effectuées par l'autorité concédante sur les réseaux électriques.*

A ce titre pour 2021, la somme versée par ENEDIS s'élève à : 195 842 €.

(en 2020 : 175 887 € soit + 11,3)

### III. Les missions liées à l'éclairage public



Sur les 68 communes concernées, le parc comprend environ 28 000 points lumineux.

Au titre de la compétence « éclairage public », les réalisations concernent 5 opérations de modernisation des installations d'éclairage public.

Le SDEG s'est également engagé auprès de la commune de VILLENEUVE-LOUBET pour l'exécution d'un marché global de performance énergétique de l'éclairage public de la commune intégrant des travaux de modernisation des installations.

#### *Opération d'intégration des ouvrages dans l'environnement à Villeneuve-Loubet, Corniche des Roches*



Les prestations d'entretien et de réparation des installations d'éclairage public des communes ayant sollicité le service, objet d'un accord-cadre alloti par secteur géographique, représentent 23,37 % des charges à caractère général réalisées sur la section de fonctionnement en 2021, soit un montant global de 532 803,56 €.

## IV. Le bilan financier des opérations réalisées en 2021

Les **investissements dédiés** aux opérations réalisées représentent 3,16 millions d'euros sur l'exercice 2021.

	2021		2020		2019	
Opérations	Investissement		Investissement		Investissement	
Département + ENEDIS article 8	490 882,76 €	16,30%	599 597,68 €	23,07%	1 015 706,01 €	21,35%
Département zone rurale			35 668,48 €	1,37%	200 076,48 €	4,21%
Département zone urbaine			331,82 €	0,01%		
CAS FACE Extension	100 061,02 €	3,32%	75 691,51 €	2,91%	76 532,37 €	1,99%
CAS FACE Renforcement	467 158,13 €	15,52%	541 841,30 €	20,85%	907 900,25 €	18,71%
CAS FACE "Environnement"	104 377,79 €	3,47%	89 586,85 €	3,45%	388 949,80 €	8,18%
CAS FACE "Sécurisation"				0,00%	7 597,79 €	0,16%
CAS FACE EnR photovoltaïque			1 807,14 €	0,07%	40 739,82 €	0,86%
Extension pour branchements	989 423,22 €	32,86%	700 264,17 €	26,95%	692 649,31 €	14,56%
Eclairage Public	731 670,23 €	24,30%	514 870,42 €	19,81%	1 400 431,23 €	29,44%
Divers : Intempéries 2020 Microcentrale Daluis	127 231,80 €	4,23%	39 102,38 €	1,50%	25 895,82 €	0,54%
<b>Investissements travaux</b>	<b>3 010 804,95 €</b>	<b>100%</b>	<b>2 598 761,75 €</b>	<b>100%</b>	<b>4 756 478,88 €</b>	<b>100%</b>
<b>Travaux sur la Métropole NCA</b>	<b>153 959,28 €</b>	<b>cpte 45</b>	<b>24 709,14 €</b>	<b>cpte 45</b>	<b>869 960,41 €</b>	<b>cpte 45</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 164 764,23 €</b>		<b>2 623 470,89 €</b>		<b>5 626 439,29 €</b>	

### Les aides aux communes

Les communes du Syndicat peuvent bénéficier d'aides au financement des travaux effectués sur les réseaux publics de distribution d'électricité et sur les réseaux d'éclairage public, aides qui viennent en déduction de la part restant à la charge de chaque commune concernée.

Les subventions perçues au cours de l'exercice 2021 sont réparties comme suit :

	Subventions perçues	2021	2020	2019
DEPARTEMENT	Réseaux électriques	96 435,99 €	33 298,41 €	1 930 050,01 €
DEPARTEMENT	Eclairage public	212 813,61 €	305 900,09 €	294 001,54 €
CAS FACE	Renforcement, extension et enfouissement en zone rurale	338 627,32 €	1 542 523,49 €	533 852,10 €
ENEDIS	Participation Article 8	344 668,12 €	360 141,40 €	178 149,39 €
Total		992 545,04 €	2 241 863,39 €	2 936 053,04 €

### *La modification de la répartition de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité - TCFE*

En contrepartie de la prise en charge par le Syndicat de 20 % de la part restant à financer sur les investissements, subventionnés par l'Etat via le CAS FACE et dédiés aux travaux de renforcement, d'extension et d'enfouissement des réseaux concédés en communes rurales, le Comité Syndical a décidé une augmentation de la quote part conservée par le Syndicat à hauteur d'un tiers de la part reversée aux communes.

En maintenant l'application, au recouvrement de la TCFE, d'un coefficient multiplicateur fixé à 8,50 la part conservée par le Syndicat fixée à 1,50 est revalorisée à 4 et la répartition est établie comme suit, par délibération du Comité Syndical du 18 février 2021 :

- Maintien du coefficient multiplicateur de la TCFE à 8,5
- Modification, dès 2021, de la répartition de la taxe selon les modalités suivantes :
  - o Part du Syndicat : coefficient 4
  - o Part de chaque commune : coefficient 4,5

La liste des communes, en lieu et place desquelles le Syndicat perçoit la taxe sur la consommation finale d'électricité reste inchangée, à savoir, les communes de moins de 2 000 habitants et celles pour lesquelles la TCFE était perçue au 31 décembre 2010.

La part communale est reversée par le Syndicat en fonction d'une périodicité trimestrielle, au rythme légal des déclarations des fournisseurs.

## V. Les temps forts

### 1. La conférence départementale sur le bilan des réalisations et l'élaboration du programme prévisionnel d'investissements sur les réseaux de distribution d'électricité

Dans le cadre de cette conférence annuelle, mise en place par la Loi NOME, sont débattues les questions d'intérêt commun en matière de distribution d'électricité, notamment les investissements prévisionnels et l'évaluation de la qualité de l'électricité distribuée dans le département en application des dispositions du décret du 24 décembre 2007.

La conférence départementale s'est tenue, sous la présidence de Monsieur Philippe LOOS, Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes-Maritimes, **le 07 décembre 2021**, en présence des représentants de la DDTM, des AODEs (les régies de GATTIERES et de ROQUEBILLIERE, le Syndicat, la Métropole Nice Côte d'Azur), du concessionnaire ENEDIS et du Conseil Départemental (schéma directeur départemental d'aménagement numérique - programmes de travaux mutualisés).

Pour sa part, le Syndicat a présenté :

- Le bilan des investissements programmés et présentés lors de la précédente conférence de novembre 2019, ainsi que les programmes de travaux de l'exercice en cours, les prévisions d'investissements à moyen et long terme et les fiches problèmes traitées.
- Les grands axes des orientations budgétaires (extension, renforcement et intégration des réseaux),
- Les listes détaillées des chantiers.

### 2. La conférence départementale relative aux données d'Inventaire 2021 pour le Compte d'Affectation Spécial « Financement des aides aux Collectivités Territoriales pour l'Electrification Rurale

Le CAS FACE, **Compte d'Affectation Spécial « Financement des aides aux Collectivités Territoriales pour l'Electrification Rurale »**, a pour mission d'apporter une aide financière aux collectivités territoriales et leurs établissements publics de coopération, maîtres d'ouvrage des travaux de développement des réseaux publics de distribution d'électricité **dans le cadre du régime d'électrification rurale**. Les aides du CAS FACE sont financées par les contributions annuelles des gestionnaires des réseaux publics de distribution dont l'assiette correspond au nombre de kilowattheures distribués à partir des ouvrages en exploitation en basse tension.

Les subventions consenties par le CAS FACE couvrent **80 % maximum de la dépense éligible HORS TAXES**.

Le CAS FACE est placé sous l'égide du Ministère de la Transition Ecologique. Les règles de gestion des aides à l'électrification rurale sont fixées par le Décret n° 2020-1561 du 10 décembre 2020 et les arrêtés d'application publiés en avril 2021.

Les méthodes de répartition départementale des dotations selon le type de travaux tiennent compte des critères et des indicateurs suivants :

- L'évolution des puissances souscrites cumulées en basse tension qui reflète la dynamique du département
- Le nombre de départs mal alimentés
- Le coût de résorption des départs mal alimentés
- La longueur des lignes aériennes en zone rurale
- La longueur de réseau en fils nus
- Le nombre de clients desservis par les départs comportant des fils nus...

**Tous les deux ans, il est procédé à la collecte des données nécessaires à la détermination des besoins en électrification rurale et à la répartition des différents programmes entre les départements.**

L'organisation de la collecte de ces données est placée sous l'autorité de Mesdames et Messieurs les Préfets de Départements. Cette mission est conduite dans le cadre d'une conférence départementale présidée par le Préfet. Cette conférence départementale regroupe les représentants des services déconcentrés de l'Etat, du Conseil Départemental, des collectivités concédantes et des distributeurs. Le compte rendu ainsi que les tableaux complétés doivent être transmis par les services préfectoraux à la direction du CAS FACE.

Pour notre département, la conférence départementale relative aux données d'**Inventaire 2021** s'est tenue le **7 septembre 2021** sous la présidence de Monsieur Philippe LOOS Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes-Maritimes., en présence des représentants du Conseil Départemental, d'ENEDIS, des Régies de Gattières et de Roquebillière, la Métropole Nice Côte d'Azur et du Syndicat.

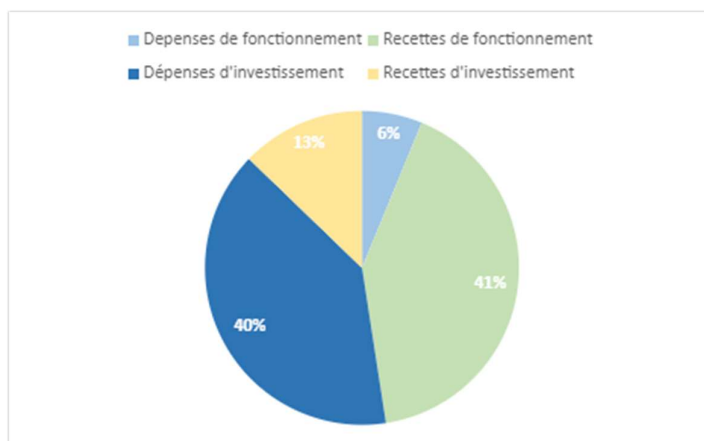
Les données nécessaires à l'évaluation des dotations par le CAS FACE ont été discutées et analysées en séance notamment :

- Les caractéristiques des réseaux : départs basse tension en contrainte de tension ou d'intensité, postes de transformation en contrainte, longueurs de réseaux basse et moyenne tension,  
En zone rurale, les fils nus aériens à résorber, ont été traités sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat.
- Les caractéristiques des travaux à réaliser : le Syndicat a signalé le volume d'opérations de renforcement des réseaux publics de distribution en attente d'aides au financement des travaux correspondants et a insisté sur l'importance d'une augmentation de la dotation sur le sous-programme « Renforcement » pour maintenir le niveau de qualité de desserte des abonnés dans des délais raisonnables.
- Les partenaires présents ont demandé que soient prises en compte les caractéristiques géographiques du département (difficultés d'accès en zone de haute montagne) et géologiques (difficultés techniques et surcoût des enfouissements en sol rocheux).



## VI. L'exécution budgétaire

Le compte administratif 2021 clôturé l'exercice avec un résultat excédentaire de 4 048 617,54 euros.



	Résultat de clôture 2020 reporté	Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture 2021
Fonctionnement EXCEDENT	+ 15 113 638,86 €	+ 2 096 921,62 €	+ 17 210 560,48 €
Investissement DEFICIT	- 14 000 681,21 €	+ 838 738,27 €	- 13 161 942,94 €
GENERAL	+ 1 112 957,65 €	+ 2 935 659,89 €	+ 4 048 617,54 €

### EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	3 044 959,97 €	5 141 881,59 €
	Section d'investissement	5 423 740,71 €	6 262 478,98 €
REPORTS DE L'EXERCICE 2020	Report en section de fonctionnement		15 113 638,86 €
	Report en section d'investissement	14 000 681,21 €	
	<b>TOTAL réalisations + reports</b>	<b>22 469 381,89 €</b>	<b>26 517 999,43 €</b>
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	3 044 959,97 €	20 255 520,45 €
	Section d'investissement	19 424 421,92 €	6 262 478,98 €
	<b>TOTAL CUMULE</b>	<b>22 469 381,89 €</b>	<b>26 517 999,43 €</b>

La dissolution du SDEG 06 et la clôture des comptes au 31 décembre 2021 ne permet pas le report de restes à réaliser.

## VII. L'intégration des compétences du SDEG o6 au SICTIAM

Au regard des enjeux liés à la transition écologique et numérique, le portage des compétences de ces deux entités au sein d'une structure unique a été analysé, permettant de dégager des objectifs d'intérêt général et structurants pour le territoire des Alpes-Maritimes, tels que :

- La mise en place d'une action publique coordonnée à l'échelle départementale visant à :
  - o Participer à la cohérence et à la visibilité des actions sur le territoire des Alpes-Maritimes en matière de transition numérique et de transition écologique
  - o Structurer et proposer une offre ensemble adaptée et modulable auprès des membres dans ces domaines favorisant une action publique cohérente à l'échelle départementale
  - o Faciliter et agir en complémentarité avec les actions existantes et contribuer à l'égalité des territoires en s'adaptant au contexte local.
- La mutualisation de moyens et de ressources permettant d'accélérer la modernisation de l'action publique et notamment de :
  - o Disposer d'un interlocuteur unique adoptant une posture de conseil et d'accompagnement, dès l'expression du besoin, en passant par la mise en œuvre et le maintien en conditions opérationnelles. Il permettra d'intégrer les besoins des membres dans une démarche harmonisée (modalités d'intervention).
  - o Porter des missions d'aménagement d'envergure, en mutualisant les moyens et en utilisant des infrastructures communes
  - o Engager des économies d'échelles au titre de marchés d'études et de travaux
  - o Mutualiser des moyens et des outils ressources ainsi que l'ingénierie

Eu égard aux impacts positifs d'un tel regroupement, et pour le mettre en œuvre, une procédure de transfert de compétences du SDEG o6 au sein du SICTIAM a été validée, amenant la dissolution, au 31 décembre 2021, du SDEG o6.

Ces modalités juridiques sont justifiées par des motifs structurels, le périmètre du SDEG o6 étant entièrement inclus dans celui du SICTIAM et facilitées par l'organisation administrative, le mode de fonctionnement et la nature juridique du SICTIAM.

L'exercice 2021 a été ponctué par les démarches décisionnelles, administratives et comptables, préparatoires au transfert des biens, actifs et passifs ainsi que des obligations contractuelles et conventionnelles et au transfert du personnel.